

# LA COMMUNE DE PARIS

ON S'ABONNE A PARIS :

Rue de Rivoli, 16.

	Un an.	6 mois.	3 mois.
Paris.	24	12	7
Départements.	36	18	10
Etranger.	48	24	13

Les abonnements datent des 1<sup>er</sup> et 16 de chaque mois.

JOURNAL RÉVOLUTIONNAIRE

MONITEUR DES CLUBS, DES CORPORATIONS D'OUVRIERS ET DE L'ARMÉE.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

Agriculture, Industrie.

SOLIDARITÉ, ALLIANCE DES PEUPLES.

Arts, Sciences.

Pour toutes les insertions, s'adresser au siège de l'Administration, rue de Rivoli, 16.

Comité de rédaction pris parmi les rédacteurs.

DIRECTEUR-GÉRANT : SOBRIER.

MAINTIEN DE LA FAMILLE ET DE LA PROPRIÉTÉ.

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

DROIT AU TRAVAIL.  
DROIT AU BIEN-ÊTRE.

Paris, 10 mai.

C'en est fait, nous le disons avec douleur mais avec conviction, le temps des vaines espérances est passé; le jour des déceptions est venu. Qui sait? l'heure de la justice va bientôt sonner peut-être?

L'Assemblée nationale est dès aujourd'hui jugée. Tant qu'il ne s'est agi que de discussions et de votes stériles à l'endroit de tel ou tel pouvoir exécutif, nous nous sommes abstenus de laisser tomber sur ceux qui se disent les représentants de la France le poids terrible de l'opinion populaire. Nous attendions l'instant où le pouvoir, étant enfin constitué, l'Assemblée nationale pourrait être saisie des deux plus saintes causes qui aient jamais été discutées dans les congrès humains, nous voulons dire : à l'extérieur, la cause démocratique de l'Italie et de la Pologne; à l'intérieur, la cause plus démocratique encore du prolétariat français.

Eh bien, vous qui avez des oreilles pour écouter, des cœurs pour gémir, des intelligences pour comprendre, écoutez ce qui s'est passé dans la chambre voisine de celle où il y a deux mois le peuple proclamait la République une, indivisible et sociale.

Le citoyen Wolowski monte à la tribune. Polonais d'origine, il tient à cœur de venir le premier invoquer en faveur de la mère-patrie l'intervention de la France. Le temps presse; victime palpitante, écrasée entre les triples serres de l'Autriche, de la Prusse et de la Russie, la Pologne n'a plus que le souffle. Aujourd'hui, demain, elle peut expirer, et cette fois sans espoir de renaissance. Un mot, un décret de vous, commis du peuple, et notre sœur du Nord est à jamais sauvée.

Telle est la noble pensée que développe le citoyen commis Wolowski. Par malheur son débit est de glace. Il parle en rhéteur plutôt qu'en apôtre; mais la cause qu'il défend est en soi si éloquente qu'elle devrait pour ainsi dire, comme le flot qui s'élève, faire monter tous les enthousiasmes au même niveau. Loin de là, l'Assemblée reste calme et sereine, et l'on se croirait revenu aux cours honteux où les repus de l'autre règne se réjouissaient en secret en apprenant que l'ordre régnait à Varsovie et singeaient officiellement, dans de stériles vœux, la sympathie qu'ils n'avaient pas. Justice soit pourtant rendue à quelques représentants. Ces citoyens insistent pour que l'Assemblée s'occupe, dans le plus bref délai, des destinées de la Pologne. Vains efforts! les commis du peuple ne daigneront s'occuper de la sœur de la France que lundi prochain. Le débat est vidé.

Le citoyen Louis Blanc monte à son tour à la tribune. Il vient plaider, dit-il, la cause des travailleurs, demander l'organisation d'un ministère du travail et du progrès, et repousser les calomnies qui l'assaillent de toutes parts.

Ce commis parle vaguement des secours à donner aux prolétaires souffrants, parle peu du ministère du travail et du progrès et soulève les orages de l'Assemblée en l'entretenant beaucoup de lui, beaucoup trop sans doute.

Le commis Peupin ne veut pas du ministère du progrès et du travail. Pour guérir la plaie saignante de la famine, il propose une enquête. Amère dérision! Proposition digne d'un conservateur du régime passé. Aussi avec quel empressement l'Assemblée a-t-elle accueilli cette cruelle proposition.

C'était à ses yeux sans doute l'enterrement de la grande question du paupérisme.

Représentants du peuple, nous vous le disons, vous avez commis un crime de lèse-humanité en retardant indéfiniment, par votre enquête, la solution du problème qui peut seule donner du pain à un peuple qui viendra demain, peut-être, apporter à votre barre cette pétition éloquente des travailleurs de Lyon :

Vivre en travaillant ou mourir en combattant!

L'OEIL DU PEUPLE.

Souvenons-nous de ce que la Révolution de février a coûté au pays. Il a fallu de longues et cruelles épreuves, le sang des défenseurs du peuple a coulé plus d'une fois dans nos rues, les froides heures de la prison sont tombées une à une sur la tête des condamnés politiques avant que la masse souffrante se dressât contre un ordre de

choses odieuses. Enfin elle s'est soulevée, cette nation qu'on disait si patiente à l'injure. Elle a culbuté un trône dans le mépris. Le peuple, qu'on niait systématiquement depuis dix-huit années, s'affirma lui-même, le fusil au bras, et dit : Je suis!

Il s'agit maintenant de régulariser et de constituer cette existence par un ensemble d'actes publics; ce devrait être l'œuvre de l'Assemblée nationale.

Nous avons vu fonctionner cette représentation nouvelle, et nous sommes sortis de la salle des séances le cœur navré. Quelle désordre dans l'indifférence! Peu de dignité, beaucoup de bruit, nulle besogne. L'aspect général est terne. La passion s'est réfugiée dans le centre. C'est là qu'on interrompt, qu'on murmure, qu'on trépigne, qu'on applaudit. Nous voilà revenus aux plus mauvais temps de la modération orageuse. Il n'y a de remède à une situation si grave que dans l'énergie calme de la population attentive. Il faut surveiller le corps législatif, l'échauffer de notre sentiment révolutionnaire, si nous voulons que les droits de la France ne soient point abandonnés ou trahis.

Un de nos abonnés a compris l'appel que nous faisons hier aux agronomes, aux cultivateurs et aux citoyens qui savent des choses utiles, nouvelles ou peu connues; il nous envoie des notes intéressantes sur plusieurs végétaux ligneux dont la culture serait productive et peu coûteuse, même dans des terrains impropres aux céréales.

Nous accueillons ces notes avec d'autant plus d'empressement que la culture en grand des plantes ligneuses, (arbres ou arbrisseaux) a des avantages immenses sur celles des plantes herbacées, surtout annuelles. Les ennemis de ces dernières, qui tous les ans en gênent ou en empêchent le semis, la germination et les premiers développements, n'existent que pour les premières, qui, outre leurs produits comme culture principale, offrent un avantage si considérable au point de vue des abris, chose trop négligée aujourd'hui en agriculture. A l'aide des abris, elle va prendre en France et en Algérie un essor inouï dans des contrées regardées jusqu'ici comme stériles.

Le Constitutionnel veut absolument trouver un pendant à l'orgie de Grand-Vaux; il le cherche partout, et ne le trouvant pas, il l'invente. Dernièrement, il a fait promener dans une calèche à quatre chevaux dans les forêts nationales le citoyen ministre de l'intérieur. Le démenti qu'il a reçu à ce sujet ne lui a pas profité. La feuille monarchique des héros des lois de septembre injurie, à sa manière, le brave général Courtais, dont le dévouement depuis deux mois à la cause publique est au-dessus de tout éloge. Les attaques de l'organe de M. Thiers sont autant de calomnies que rien ne saurait justifier.

COMITÉ D'AGRICULTURE.

PREMIER ARRÊTÉ.

Ligue industrielle et agricole.

Le comité exécutif provisoire de la Ligue industrielle et agricole, considérant :

1<sup>o</sup> Que la société doit avoir pour but la satisfaction des désirs et des besoins de tous et de chacun;

2<sup>o</sup> Que ce but ne peut être atteint que par le développement progressif de toutes les facultés humaines;

3<sup>o</sup> Que ce développement ne peut avoir lieu, en dehors des pouvoirs établis, qu'à l'aide d'une association libre et volontaire, tendant à la conquête des biens spirituels par l'éducation politique et sociale de tous par tous, à la conquête des biens matériels par l'organisation des forces productives;

4<sup>o</sup> Que ces biens ne peuvent être conquis que par l'effort commun de toutes les bonnes volontés;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Une vaste association, ayant son centre à Paris et ses rayons sur toute l'étendue du territoire français, est constituée à cette fin d'organiser la démocratie agricole et industrielle au double point de vue physique et moral.

Art. 2. Il est fait immédiatement appel à tous

les bons citoyens pour concourir à cette œuvre de patriotisme et de solidarité.

Art. 3. Des arrêtés ultérieurs feront connaître l'organisation de la présente association.

Le président, SOBRIER.

ALPH. ESQUIROS, DUMOTAY; PEYRET, secrétaire.

DEUXIÈME ARRÊTÉ.

Educational politique et sociale de tous par tous.

Le comité exécutif provisoire de la Ligue industrielle et agricole, considérant :

1<sup>o</sup> Que l'éducation politique et sociale de tous par tous ne peut être faite qu'au moyen d'assemblées délibérantes reliées entre elles par un programme commun;

2<sup>o</sup> Que ce programme ne peut être formulé que dans un congrès central réunissant à Paris les délégués des assemblées départementales et autres adhérents à la déclaration de son premier arrêté;

3<sup>o</sup> Que les assemblées délibérantes et le congrès central dont il est parlé ci-dessus ne peuvent agir efficacement sur l'opinion qu'à l'aide d'organes périodiques faisant connaître à la France entière leurs délibérations et leurs travaux;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Il est formé à Paris une société sous le nom de Société de la ligue industrielle et agricole.

Art. 2. Des commissaires spéciaux sont envoyés dans les départements pour former des sociétés, portant le même nom et concourant au même but.

Art. 3. Aussitôt après la formation de ces sociétés un congrès sera convoqué au siège central de l'association à Paris.

Art. 4. Un journal quotidien est écrit à Paris, il a pour titre : la Commune, Moniteur de la Ligue industrielle et agricole, et pour directeur-gérant le citoyen Sobrier. D'autres journaux sont également écrits dans les principaux centres industriels et agricoles.

(Suivent les signatures.)

TROISIÈME ARRÊTÉ.

Organisation des forces productives.

Le comité exécutif provisoire de la Ligue industrielle et agricole, considérant :

Que c'est surtout par l'association libre et volontaire du capital et du travail que la grande question de l'organisation des forces productives peut être définitivement résolue;

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Un comité permanent d'agriculture, d'industrie et de colonisation est formé à Paris, sous la présidence du citoyen Sobrier.

Art. 2. Ledit comité est chargé de la mise en application immédiate des principes de l'association du capital et du travail.

Art. 3. Un programme détaillé fera ultérieurement connaître à tous les industriels et à tous les agriculteurs les moyens de réalisation dont dispose le comité d'agriculture, d'industrie et de colonisation.

(Suivent les signatures.)

A NOS AMIS DES FAUBOURGS.

On répand, comme d'ordinaire, tous les jours dans les faubourgs surtout, où nous comptons tant d'amis, que nous sommes des communistes. On fait la preuve de ce fait en épelant le titre de notre journal la Commune de Paris. On accuse de communisme nos amis. Nous nous sommes expliqués plusieurs fois sur cette bêtise, déjà vieille de plusieurs semaines, et sur ces calomnies absurdes dont nous connaissons les auteurs. Nous ne reviendrons pas sur cette ruse de guerre des réactionnaires. Mais nous rappellerons de nouveau à tous nos amis les ouvriers des faubourgs, que l'on s'efforce d'endoctriner, qu'assis au sommet de la montagne et entouré du peuple, nous ne voyons de toutes parts que des amis. Nous ne repoussons aucun de nos frères parce qu'il est égaré dans le communisme; nous serrons toutes les mains, même celle de nos ennemis, parce que dans la voie que nous suivons, nous marchons d'un pas que nulle force humaine ne peut arrêter.

Nous faisons juge le public honnête de la décection et du bon goût des attaques dirigées contre nous. Quand les réactionnaires en sont réduits à d'aussi tristes moyens, nous sommes tentés de nous féliciter, car les voilà sans doute à bout de

haine, et nous ne voyons pas, après cela, ce que nous pouvons maintenant avoir à redouter d'eux.

Voici ce que nous lisons écrit à la main sur les murs de Paris :

« Sobrier ne peut avoir d'autres frères à Paris que Barbès l'assassin ou Blanqui le mouchard. Ses autres frères sont aux bagnes de Toulon ou de Brest. »

ERRATUM.

Dans le numéro du 9 mai, il s'est glissé une phrase qui forme une contradiction avec ce qui précède.

Dans l'article Travaux législatifs, au passage instruction publique, il faut supprimer la dernière phrase (professeurs rétribués par leurs élèves), qui est en désaccord avec la première et la seconde où nous disons : « que l'instruction primaire et secondaire doit être gratuite. »

Nous recommandons l'article suivant à l'attention de tous les citoyens et spécialement des commis du peuple à l'Assemblée nationale.

AGRICULTURE PROGRESSIVE.

Paris, le 9 mai 1848.

Citoyen directeur du journal la Commune de Paris.

Lors de la dernière séance de votre comité d'agriculture et de colonisation dont j'ai l'honneur de faire partie, chaque citoyen a été invité à faire connaître, dans un intérêt public, les documents qu'il possède pour assurer de nouveaux progrès à notre agriculture. Je pense accomplir un devoir de bon citoyen en mettant à votre disposition les renseignements utiles que vingt ans d'expérience dans différents climats m'ont fait acquérir sur d'importantes innovations agricoles. Ces renseignements, malgré leur haute importance, le mauvais vouloir du gouvernement déchu les avait constamment laissés dans l'oubli. C'est vainement que, depuis 1840 notamment, je m'étais adressé au ministre de l'agriculture, ainsi que le prouve ma brochure publiée à cette époque et intitulée : Plus de famines, plus de disettes, ou les Substances alimentaires décapées (librairie agricole, 7, rue de l'Eperon, à Paris), pour attirer sa sollicitude sur l'immense progrès agricole et humanitaire que je proposais de réaliser. Malgré tous mes efforts avant et depuis 1840, mes réclamations sont restées impuissantes, et bien loin d'obtenir le moindre appui, mes idées libérales m'avaient fait mettre à l'index. De nouveaux voyages entrepris depuis cette époque et mon long séjour en Amérique, sous les climats intertropicaux, ont aussi été un obstacle à ce que je pusse moi-même m'occuper avec la persévérance nécessaire de l'introduction dans notre agriculture, suivant le plan exposé dans ma Ferme indienne, d'un grand nombre de nouvelles racines à fécule bien supérieures en produits et en qualités à la pomme de terre. J'ai cultivé ces racines alimentaires pendant vingt ans en Amérique, où elles sont usuelles et justement appréciées. Cultivées en grand dans toutes les autres parties du globe, l'Europe seule ne les a pas encore adoptées. Cette anomalie déplorable ne peut s'expliquer que par l'insouciance et par l'ignorance de l'Europe à l'égard de ces utiles innovations, et surtout par les préjugés enracinés d'une fausse science d'emprunt, et par conséquent éminemment stérile et rétrograde. Mais aujourd'hui que les obstacles opposés aux progrès de l'humanité sont renversés dans notre patrie, aujourd'hui que notre jeune et vigoureuse République, rejetant toutes les anciennes déceptions, paraît vouloir se livrer franchement à l'étude et à la pratique de cette science agricole, reconnue, à toutes les époques, pour être la principale source de toute prospérité, je viens, citoyen, avec plus d'espoir qu'auparavant, livrer à votre patriotisme public des renseignements destinés à assurer dans notre commune patrie de nouvelles ressources alimentaires à des populations devenues chaque jour plus nombreuses et plus dignes d'intérêt.

Je ne doute pas non plus, citoyen, que l'application large et rationnelle de vos principes politiques à notre nouvelle organisation sociale ne conduise à de fructueux résultats. Je suis aussi convaincu comme vous, et avec tous les économistes éclairés, que la quotité des produits de



l'industrie, telle qu'elle a lieu sous le régime de la concurrence et de l'antagonisme, est évidemment inférieure à celle réalisable sous un régime d'unité, de solidarité et de communauté d'intérêts. Ce dernier mode, essentiellement l'opposé de la destructive et oppressive concurrence, aura encore pour effet certain d'amener une répartition plus avantageuse et plus équitable du fonds social et d'une énorme plus-value constamment augmentée par un travail plus intelligent et mieux coordonné.

Revenant à l'objet spécial de ma lettre, on doit reconnaître que le savant naturaliste Cuvier avait la perspicacité de l'avenir, lorsqu'il a prédit à l'Europe qu'elle se repentirait amèrement un jour de n'avoir adopté dans son agriculture qu'une seule racine à féculer, la pomme de terre. Cependant il en existe un assez grand nombre qui sont plus avantageuses que celle-ci. Ces racines, parfaitement connues et décrites dans tous les dictionnaires d'histoire naturelle sous les noms vulgaires d'ignames, manioc, madère, malanga, dictame, coussou-coussou, patate sucrée, touloumane, choux carabes, etc., sont toutes à féculer, de formes variées et de genres différents. L'une d'elles, l'igname, plus robuste que la pomme de terre et d'une qualité supérieure, renferme une variété désignée en botanique sous le nom de *dioscorea alata* (Linné), qui a la propriété de parvenir, avec des soins convenables et des conditions voulues, à l'énorme poids de vingt-cinq à trente kilogrammes. En sorte qu'une famille entière peut trouver dans la culture annuelle d'un quart d'hectare consacré à cette racine alimentaire à féculer la base suffisante d'une nourriture saine et abondante. On conçoit de suite la prodigieuse augmentation des ressources alimentaires qu'apportera dans notre France si peuplée et dans toute l'Europe l'introduction de ces différentes racines dont j'ai moi-même pratiqué la culture pendant vingt ans et sur lesquelles j'ai donné par mes publications les documents nécessaires. Ces documents, j'offre de les compléter s'il en est besoin, et de vive voix, dans votre comité agricole, dont je fais partie.

D'après cette offre et au moyen de mes publications sur ces nouvelles cultures (qu'on pourra se procurer à la librairie agricole, rue de l'Eperon, 7), il serait superflu d'entrer actuellement dans de plus longs détails sur cet important sujet. En attendant le moment où je pourrai donner mon concours pratique pour l'introduction de ces cultures dans les fermes modèles que vous allez bientôt créer, je vous prie, citoyen, d'agréer mes salutations fraternelles.

REV DE MORANDE,

ancien colon, auteur d'une nouvelle théorie de la végétation, de l'examen critique du Cosmos de Humboldt, d'une nouvelle physique de l'univers, etc.

MAISON NATIONALE DE CHARENTON.

Au citoyen ministre de l'intérieur.

Un grand scandale s'accomplit, en votre nom, dans la Maison nationale de Charenton. Nous avons provoqué une enquête sur les abus, les irrégularités, les désordres graves du directeur, le citoyen Leterme, et les sœurs se rendaient complices dans cet établissement; mais cette enquête, nous en la demandant, vous, citoyen ministre, en l'accordant, tous nous l'avons voulue sincère, loyale, sérieuse, complète. Commencée le 28 avril, dès les premières dépositions il a été manifeste qu'un parti était pris de fausser l'enquête en arrêtant les témoignages qui pourraient constater la réalité de tous les abus, irrégularités, désordres reprochés au directeur.

Les principaux dépositaires, habitants du pays, fonctionnaires, employés, infirmiers, attesteront que l'inspecteur général, chargé de l'enquête, a voulu ou éludé ou détourné de la part de certains dépositaires les questions qui tendaient à faire connaître la vérité sur l'administration du citoyen Leterme. Il y a plus : il sera prouvé que les infirmières, qui, sans crainte de se compromettre, sont venues consciencieusement dire la vérité sur les abus reprochés aux sœurs, sont en ce moment l'objet de menaces et à la veille d'un renvoi; il sera prouvé que le citoyen Leterme, les sœurs, la commission et notamment un de ses membres, le citoyen Nougier, ont usé de manœuvres coupables pour détourner l'enquête des accusés contre qui vous l'avez dirigée et la faire porter au contraire contre d'autres fonctionnaires dont le témoignage important est destiné à révéler toute la vérité. Il en résulterait donc, citoyen ministre, que nous en provoquant cette enquête, vous en l'ordonnant, tous nous aurions organisé un véritable guet-apens tendu aux fonctionnaires, employés, infirmiers et infirmières appelés à donner loyalement leur témoignage.

Un grand nombre de témoins pourraient attester que le délégué, pendant le peu de jours qu'il est resté pour remplir sa mission (du 28 avril au 2 mai), est resté en longue conférence avec le directeur et le citoyen Nougier, tandis que certains dépositaires ou n'étaient pas appelés ou étaient entendus avec impatience et mauvaise humeur.

Un grand nombre de témoins attesteront que le citoyen Nougier, membre de la commission, n'a pas craint, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de l'établissement, et notamment à l'égard de l'un de nous, de se livrer à des scènes d'intimidation et d'oser prévenir le résultat de l'enquête que vous avez ordonnée en déclarant que le citoyen Leterme resterait, malgré tout le monde, à la tête de la Maison nationale. Nous pourrions vous multiplier les faits qui attesteraient que

cette enquête est dépourvue de toutes les conditions de sincérité et de liberté que vous avez certainement voulues.

Forêts de notre droit, de la justice et de la gravité des intérêts que nous voulons défendre, nous en appelons, citoyen ministre, à votre loyauté, si vous n'êtes pas suffisamment éclairé sur les actes du citoyen Leterme et des sœurs de la Maison nationale de Charenton, pour que vous ordonniez une enquête sincère, sérieuse, complète, confiée à un citoyen libre de tous antécédents et de liens de camaraderie.

Tous républicains dévoués, officiers et soldats de la garde nationale, nous sera-t-il défendu d'espérer que nous pourrions obtenir justice contre deux fonctionnaires, l'un, le citoyen Leterme, connu comme agent électoral et familier de l'ex-ministre Duchâtel, l'autre, le citoyen Nougier, qui a pris la parole comme avocat général contre les patriotes les plus dévoués, qui a été publiquement compromis comme ami de M. Bertin de Vaux dans les scandales de l'affaire Pétit?

Nous attendons avec confiance et respect votre décision, citoyen ministre; si elle nous est défavorable, il ne nous restera plus qu'à en appeler à l'Assemblée nationale et à l'opinion publique.

Le citoyen Leterme n'a pas reculé devant la provocation à la guerre civile entre les habitants en embauchant, sans ordre du maire, une quinzaine d'ouvriers de Gravelle qu'il a fait coucher armés dans la Maison nationale.

(Suivent cent cinquante-six signatures de citoyens de la commune, de tous les officiers de la garde nationale; de plus, la signature de tous les principaux fonctionnaires, employés, infirmiers de la Maison nationale.)

La maison des aliénés de Charenton pourrait être prospère, et, par suite d'une gestion coupable, elle se trouve dans un état de ruine. Le concours de la science ne lui a point manqué: son médecin en chef est connu par des travaux éminents et par une constante pratique; mais la science seule ne saurait sauver un établissement des suites d'une administration vicieuse. Voici quelques notes qui expliqueront, je crois, la juste indignation des habitants de cette commune.

L'ex-ministre Duchâtel a placé, en janvier 1845, à la tête de la Maison nationale de Charenton le citoyen Leterme, agent électoral de la famille Duchâtel, esprit brouillon, malveillant, incapable. Le citoyen Leterme avait déjà soulevé contre lui et les habitants de Fontainebleau, où il a été sous-préfet, et les employés du ministère de l'intérieur, où il a été chef de section. Peu soucieux des intérêts de la Maison nationale de Charenton, de la cause des cinq cents malades confiés à l'Etat dans cet établissement, l'ex-ministre Duchâtel n'a pas hésité à remettre ces intérêts et cette cause entre les mains du citoyen Leterme. Ce que tout le monde, au ministère de l'intérieur, avait prévu est arrivé. Depuis 1845, la désorganisation, l'anarchie, ont été le résultat de l'administration la plus déplorable.

« 150,000 fr. de travaux, ou inutiles ou inopportuns, ont été exécutés la plus grande partie sans devis, sans autorisations régulières; pour payer ces 150,000 fr. de folles dépenses, la maison est obligée de vendre ses dernières rentes et propriétés.

« Le citoyen Leterme a la manie des achats de rencontre, et malgré les réglemens, empiétant sur les fonctions de l'économiste, il a acheté lui-même, pour des sommes considérables, des meubles et des fruits, des légumes, ordonnant ensuite ses propres dépenses, ce qui a donné lieu aux soupçons les plus fâcheux.

« Le citoyen Leterme ne tient compte d'aucune attribution: il fait l'architecte, le receveur, l'économiste, le médecin en chef, ne consultant jamais personne malgré les réglemens, éludant la responsabilité de ses actes quand ils viennent à le compromettre, accusant, calomniant à tort et à travers tous les fonctionnaires et employés.

« L'anarchie a été augmentée encore par l'empire absolu qu'il a laissé prendre aux sœurs qui desservent depuis deux ans cet établissement. Pour les installer confortablement, il a compromis la situation financière de la maison; il s'est rendu complice avec elles de toutes les manœuvres employées pour neutraliser les attributions de tous les autres fonctionnaires laïques. Mal dirigées dans leur mission de charité, les malades n'ont pas été l'objet des soins affectueux, de la surveillance constante, des égards auxquels on devait s'attendre de la part de sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

« Des faits graves et sur l'administration du directeur et concernant le service des sœurs ont été constatés dans une enquête récemment ordonnée par le citoyen ministre de l'intérieur.

« Tous les habitants de la commune, la grande majorité des fonctionnaires et employés ont signé une pétition pour solliciter le renvoi immédiat du citoyen Leterme et des sœurs. Il n'y a plus d'autorité dans cette maison, livrée à l'anarchie la plus complète.

« Qui donc empêche la justice de se faire? D'ignobles intrigues dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer, des haines et des jalousies subalternes; l'intervention d'un membre de la mission consultative, un avocat général compromis dans l'affaire Pétit qui se fait le complice et le protecteur d'un si odieux état de choses.

« Qui donc empêche la justice de se faire? La camaraderie et la routine des chefs des bureaux au ministère de l'intérieur, qui entravent les bonnes intentions du ministre, empêchent la lumière d'arriver jusqu'à lui.

« Terminons par ce fait. Le citoyen Leterme a tellement soulevé l'irritation universelle des habitants de Saint-Maurice et des employés de la

Maison nationale, qu'il a eu peur d'être enlevé par la violence, lui avec les sœurs. Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 mai courant, il a introduit au milieu de l'établissement une douzaine d'hommes armés, avec fusils chargés et munitions. Ces hommes n'appartenaient pas à la garde nationale de la section de Saint-Maurice: ils n'avaient été commandés ni par le maire ni par le capitaine; ils ont déclaré n'être venus qu'appelés et payés par le citoyen Leterme. Les habitants de la commune, les fonctionnaires et employés de la Maison nationale se sont réunis et transportés auprès du maire pour protester contre cette mesure illégale, outrageante pour la garde nationale, qui était une provocation à la guerre civile, qui pouvait amener les conflits et les accidents les plus funestes.

« Procès-verbal de ces faits a été dressé, ainsi que du dépôt des fusils tout chargés dans la communauté des sœurs, et de la saisie de huit de ces fusils qui avaient encore la poudre dans le bassinet. Ce procès-verbal a été envoyé au ministre de l'intérieur.

C'est au sentiment public à réagir contre l'indifférence de l'administration en matière si grave. Il faut donner promptement satisfaction aux employés et aux gardes nationaux de Charenton si l'on ne veut point que le désordre éclate d'un jour à l'autre en voix de fait et en scandale.

#### L'IMPOT DU SANG.

La République doit mettre partout le droit à la place du privilège. Nous sommes surpris que le Gouvernement n'ait pas encore rendu de décret relatif au remplacement militaire. S'il existe une loi odieuse, anti-sociale, c'est celle qui fait acquiescer exclusivement par les pauvres l'impôt du sang; c'est l'exploitation de l'homme par l'homme poussée au suprême degré.

Qui dit citoyen dit électeur, dit soldat. Tout Français est électeur, éligible, est soldat. Que tout le monde aille donc payer sa dette à la patrie sous les drapeaux.

Pourquoi d'ailleurs prolonger la trop longue scission de la nation en deux camps? L'école de l'armée est l'école de l'égalité, imparfaite sans doute encore; mais au moyen d'améliorations faciles à signaler, elle peut devenir un puissant moyen de civilisation, un acheminement encore plus rapide vers l'unité sociale. Cessez donc d'élever des barrières entre les citoyens. Vous dites qu'il n'y a plus de classes: cela est vrai en droit, mais non en fait. Ne déduisons-nous jamais les conséquences de nos principes? Alors à quoi bon les révolutions, et les discours, et les livres, et les traités?

#### LES AVOCATS.

Prenons garde qu'on dise de notre Gouvernement ce que l'on disait du Directoire: les avocats. L'avocasserie et la bureaucratie ont été, sont et seront longtemps encore les deux plus grands fléaux de notre patrie. Tout le monde est de cet avis; mais tout le monde aime mieux persévérer dans des errements funestes que de réaliser quel que chose d'utile. Ainsi faisaient nos pères, ainsi nous ferons nous-mêmes. Ce sera là un sujet de dissertation pour la postérité.

#### LES TRAVAILLEURS.

Les citoyens Louis Blanc et Albert ont donné hier leur démission de ministres du progrès. Nous espérons bien que la question d'organisation du travail ou du crédit (le nom ne fait rien à l'affaire) ne les suivra pas dans leur retraite. Elle appelle une solution trop impérieuse, trop urgente, pour que le gouvernement de la République ne continue pas à s'en préoccuper d'une manière suivie. On ne l'escamotera pas sous prétexte que les premiers essais ont été malheureux. Au demeurant, n'est-il pas de tout point impossible de s'y soustraire? Les commis du peuple se hâteront, nous n'en doutons pas, de mener à bonne fin la révolution sociale. S'ils l'oubliaient jamais, ce serait à 24 millions de travailleurs à la leur rappeler.

A cet effet, le citoyen Marie, ministre des travaux publics, permet-il de concevoir quelques espérances? Le citoyen Marie plaiderait assez bien au Palais; l'année dernière il prononça, au banquet réformiste d'Orléans, un discours en faveur des classes ouvrières. Cela suffit-il pour constituer un droit aux importantes fonctions qu'il exerce? Le rôle négatif joué jusqu'à ce jour par le citoyen Marie autorise toute espèce de conjectures. Puisse l'avenir ne confirmer que les favorables.

#### Bouche de bronze.

LE CITOYEN SUAU DE VARENNES.

Le citoyen Suau de Varennes fut un monarchiste exalté jusqu'aux journées de février. Venu à Paris après le 25, il s'est vite accommodé du langage et des allures républicaines, a renié son passé, l'a rejeté comme un bagage trop lourd, et a tant fait auprès et autour du citoyen Lamartine, qu'il a obtenu la place de consul général à Smyrne, avec un traitement de 50,000 francs et maison princière pour le contenir avec sa suite!

Si nous sommes bien informés, le sieur Suau de Varennes serait loin de mériter d'être investi de ces honorables et importantes fonctions. Ce que l'on nous affirme de ses antécédents nous fait penser que le citoyen ministre des affaires étrangères aura été mal renseigné sur le compte du sieur Suau.

(Communiqué.)

40 mai, 1848.

On lisait hier sur les murs du quartier des Tuileries une affiche écrite à la main annonçant qu'une place avait été donnée au citoyen Thane, avocat, demeurant rue Saint-Honoré, n° 333.

Sous le régime déchu, si le citoyen Thane eût obtenu comme aujourd'hui, sous la République, un emploi de 10,000 fr. dans les colonies, il ne se serait élevé aucune réclamation, vu que cette grasse commission eût paru conséquente avec ses principes politiques. En effet, si nous reculons de quelques années, nous trouverons que le citoyen Thane désirait être élu capitaine de la 2<sup>e</sup> compagnie de chasseurs de la 1<sup>re</sup> légion de la garde nationale de Paris, afin d'avoir une recommandation de plus pour être élu député dans son département et pouvoir conduire sa femme à la cour, etc.

Le 22 février, lorsque l'élément grondait devant sa porte, ne pouvant contenir son indignation: « Il serait facile, disait-il, de faire rentrer toute cette canaille chez eux; il suffirait seulement de quelques bons lurons avec des fouets de poste pour en finir avec de pareils gamins. »

Au sujet des élections, il n'est pas, suivant lui, de plus grande absurdité que le vote universel: « L'ouvrier ne doit pas quitter son travail; tous ces dérangements-là l'habituent à la fainéantise. »

Après ces divers récits, il est facile de prévoir que les hommes des colonies que nous venons d'appeler à la liberté seront longtemps à connaître leurs droits quand ils seront guidés par un tel directeur. Il est vrai de dire que le citoyen Thane a fait un ouvrage pour l'émancipation des noirs, et que probablement aujourd'hui on récompense l'écrivain. Cependant la République naissante a besoin d'autres hommes pour ses représentants, surtout dans des régions éloignées où ils ne peuvent être surveillés.

MARTIN, rue du 29 Juillet, 6.  
CUYOT, rue Saint-Honoré, 333.

Paris, 10 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

Veillez me permettre de vous adresser, en ma qualité d'abonné, quelques questions pour m'éclairer.

Pourquoi M. Zédé a-t-il quitté le musée naval? Et s'il l'a fait pour une cause peu honorable, comment reste-t-il directeur au ministère de la marine?

Comment se fait-il que le citoyen A. Dehell, pritchardiste, conserve la direction du dépôt des cartes et plans de la marine?

Comment se fait-il que les contre-amiraux Hernoux et Le Ray, Béchamel, capitaine de vaisseau, pritchardiste très-satisfait, conservent encore leur position?

Comment se fait-il que le citoyen Lacoudrais, autre satisfait, soit aujourd'hui membre de l'Amirauté?

Comment se fait-il que le citoyen Portier, très-connu au ministère de la marine, soit encore commissaire général en exercice?

Comment se fait-il que le citoyen Lange, l'honorable agent de M. Guizot à Londres, soit encore aujourd'hui en exercice?

Veillez, citoyen rédacteur, si vous le pouvez, résoudre ces questions qui embarrassent quelque peu ma faible intelligence.

Salut et fraternité.

Un de vos abonnés,

On nous communique une note d'où il résulterait que c'est le président de Belleyne « qui a fait l'instruction de la prétendue conspiration des quatre sergents de La Rochelle, et que c'est sur le rapport par lui fait, comme juge d'instruction, que ces martyrs de la liberté ont été condamnés à mort! » — Qu'on l'interpelle à ce sujet, et il ne pourra nier ce fait.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN RUCHEZ.

Séance du 10 mai.

La séance est ouverte à onze heures. Le procès-verbal est lu et adopté. LE CIT. PRÉSIDENT. La séance est suspendue pour une demi-heure.

Voix nombreuses. Pourquoi? pourquoi? LE CIT. PRÉSIDENT. Parce que l'Assemblée n'est pas en nombre. (Exclamations diverses.) Laissez présider le président.

A midi la séance est reprise. L'Assemblée valide les élections de Tarn-et-Garonne et prononce l'admission des commis élus dans ce département.

Le citoyen Senard vient proposer à l'Assemblée d'accepter, pour former le pouvoir exécutif, la liste dite de conciliation formée par le citoyen Dornès.

Le citoyen Martin (de Strasbourg) déclare que le citoyen Dupont (de l'Eure) ne peut accepter.

LE CIT. BEAUMONT (de la Somme). Citoyens, il semblerait que l'on cherche à jeter le désordre et la confusion parmi nous en venant poser à cette tribune des questions de noms propres... Ce que nous avons à faire le plus tôt possible, ce qui est important par-dessus tout, c'est de constituer sur-le-champ un gouvernement intérimaire... Mais ne prononçons aucuns noms propres.

Pour ma part, puisque le nom de Dupont (de l'Eure) a été prononcé, je déclare que je ne comprendrais pas un gouvernement républicain, c'est-à-dire un gouvernement patriotique et probe et dont Dupont (de l'Eure) ne ferait pas partie.



Voix nombreuses. Mais s'il ne le veut pas...  
Une voix de gauche. Il le voudra!  
D'autres voix. Vous voyez bien que non!  
La discussion est close après quelques paroles assez vides échangées entre les citoyens Berryer et Jean Reynaud.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vais indiquer les noms des scrutateurs désignés par le sort.  
LE CIT. BARBÈS. On a demandé le vote à haute voix.

De tous côtés. Non! non!  
L'Assemblée, consultée, décide que le vote n'aura pas lieu oralement.

On procède au scrutin par la voie de l'appel nominal.

Après l'appel et le réappel, le scrutin est fermé.

En voici le résultat :

Nombre des votants,	794
Majorité absolue,	398
Les cit. Arago,	723
Garnier-Pagès,	715
Marie,	702
Lamartine,	643
Ledru-Rollin,	458

Après ce vote, des orateurs sont montés à la tribune pour parler de la Pologne. — Notre cœur a saigné quand nous avons vu les représentants de la France parler avec aussi peu d'âme et de sympathie des massacres de Posen et du bombardement de Cracovie.

Nous avons quitté la salle avant la fin de la séance.

#### Correspondance.

Nous avons reçu, le 18 avril dernier, une lettre du général Duvivier relative à un de nos articles sur le lieutenant-colonel Chabard :

Paris, 18 avril 1848.

« Citoyen,  
« Un article de la Commune de Paris (n° du 27 avril) relatif au lieutenant-colonel Chabard et à moi, est injuste. Le lieutenant-colonel Chabard a 53 ans de service; il a bien débuté sous l'empire; jamais la faveur ne l'a poussé; la preuve s'en trouve dans son grade actuel. Après 53 ans, il n'y avait pas 3 mois qu'il était sous-gouverneur aux Tuileries. Il a, le 24 février, rendu un grand service au pays en faisant ouvrir très-promptement les grilles et en faisant de nombreuses allocutions à la foule, qui l'a écouté et a ménagé le Louvre. Il était au Louvre, pour ainsi dire, comme dans un lieu de retraite et de repos après les longs services. Il est homme d'honneur et loyal, et on peut être certain que, revêtu d'un emploi, il sera fidèle à tous les devoirs d'un bon citoyen.

« Moi, je l'ai demandé pour major de place, parce que cette position, où l'on est accablé de détails, sera mieux remplie, mieux servie par lui que par beaucoup d'autres.

« Je l'ai demandé, parce que je sais que répondant de lui, il ne me fera pas mentir.

« On ne peut dire en vérité que c'est été là un favori de l'ancienne cour. Belle faveur, vraiment, que d'être lieutenant-colonel après 53 années de service, dont plusieurs savent l'ennui, surtout pour un officier instruit, intelligent et grand travailleur!

« L'article n'est pas juste. Le lieutenant-colonel Chabard est chargé par moi de vous remettre cette lettre. Le lieutenant-colonel Chavron est d'avis de l'employer.

« Je suis certain qu'après avoir vu et entendu le lieutenant-colonel Chabard, que moi je ne connaissais pas personnellement, vous partagerez mon avis.

« Le reste alors vous regardera.

« Salut et fraternité.

« Le général de la garde nationale

« mobile,

« DUVIVIER. »

RÉPONSE A LA LETTRE DU GÉNÉRAL DUVIVIER.

On vient de lire la lettre du général Duvivier relativement au colonel Chabard. Avant d'y répondre, nous avons voulu prendre les renseignements les plus précis sur cette affaire, et nous en sommes fâchés pour le général Duvivier et le colonel Chabard. Ils sont loin d'être d'accord avec ce que nous écrit le général. D'abord, il n'est pas exact que jamais la faveur n'ait poussé le colonel Chabard, attendu qu'il a été fait chef d'escadron au choix; puis lieutenant-colonel au choix; ensuite chef d'état-major du camp de Saint-Médard, commandé par le duc d'Aumale; enfin, il y a quatre mois, sous-gouverneur des Tuileries, avec 10,000 francs d'appointements, outre la solde de son grade et sa mise d'office sur le tableau d'avancement.

M. le général Duvivier a donc tort de s'écrier : « Belle faveur vraiment! Est-ce là un favori de l'ancienne cour?... »

Que voudrait-il donc de mieux? On doit d'ailleurs s'étonner avec raison qu'il ait sollicité un emploi aussi important que celui de major de la place de Paris pour un homme qu'il ne connaît pas personnellement, comme il l'écrit. Il nous semble aussi que ce n'est pas juger un homme d'avantageusement que de le croire capable d'oublier si facilement ceux à qui il devait avoir rendu de grandes preuves de dévouement pour avoir été si bien traité, et pour notre compte, nous n'aurions pas grande confiance en celui qui aurait si subitement changé d'opinion et de sentiments. S'il a ouvert les grilles volontairement et très-promptement, il ne doit pas s'en faire un mérite; il vaut mieux qu'il convienne qu'il sentait l'impossibilité de la résistance, car autrement il peut nous assurer qu'il ne livrerait pas aussi facilement le mot d'ordre de la place qu'il a livré les portes du château dont il avait la garde. Pour

notre tranquillité, espérons que M. le colonel Chabard vaut beaucoup mieux que ne le ferait penser la lettre du général Duvivier; mais nous persistons à dire qu'il eût été plus convenable de ne pas faire un tel choix pour un poste aussi important.

Citoyen rédacteur,

Dans l'intérêt de la vérité, je viens vous prier de vouloir bien insérer cette lettre.

Je lis dans le Populaire, dimanche 7 mai, un article signé par le citoyen Cabet, dans lequel est dit, au paragraphe intitulé : Au Gouvernement provisoire : « Et vous, Dupont (de l'Eure); vous, « Lamartine; vous, Arago; vous, Louis Blanc; « vous, Marie; vous, Garnier-Pagès, que nous « connaissons plus particulièrement; vous, qui « nous manifestiez des sentiments d'estime et « d'amitié; vous, en la justice, en la loyauté, en « la vertu patriotique desquels nous avions con- « fiance, comment avez-vous pu entendre crier : « Mort aux communistes! mort à Cabet! par la « garde nationale armée, sous vos fenêtres, sous « vos yeux, sans faire entendre une seule protes- « tation, sans dire une parole, sans écrire un « mot, etc., etc. »

Le 16 avril, j'étais de service à l'hôtel de ville, et à neuf heures du soir, au moment où je retournais à mon poste, les citoyens Louis Blanc et Flocon sortaient de l'hôtel de ville pour venir sur la place assister au défilé d'une légion de la banlieue. J'étais près du citoyen Louis Blanc, et j'ai tout vu et tout entendu. La légion qui défilait criait : A bas les communistes! mort aux communistes! Le citoyen Louis Blanc s'est élané vers la tête de la colonne en s'écriant de toute la puissance de sa voix : « Qui est-ce qui pousse des cris de haine et de discorde! Qui est-ce qui dit : A bas Cabet! à bas les communistes! Il ne doit plus y avoir que des cris d'amour et d'union! Criez Vive la République! »

Ce que je viens de dire, je l'affirme sur l'honneur, et rien autre chose n'a pu se passer, puisque je suis rentré à l'hôtel de ville avec les citoyens Louis Blanc et Flocon.

Recevez, citoyen, mon salut fraternel.

FRENAUX, volontaire à la 4<sup>e</sup> compagnie du 6<sup>e</sup> bataillon de la garde nationale mobile, et délégué du bataillon au Comité centralisateur.

Paris, le 9 mai 1848.

10 mai 1848.

Citoyen Sobrier,

Je vous prie d'insérer cette lettre dans la Commune de Paris; je désire vivement que tous les amis de la vérité imitent cet exemple.

« Le Constitutionnel », dans son numéro du 9 mai, insère un article où il est dit que les officiers de la 12<sup>e</sup> légion ont signé une protestation contre le citoyen Barbès, colonel de cette légion. Il est possible que quelques officiers aient apposé leur signature au bas de cet acte; mais ce que je puis affirmer, n'en déplaise au vénérable champion de canard, c'est que rien de pareil n'a eu lieu dans ma compagnie : s'il en eût été ainsi, je déclare que personnellement j'eusse refusé de signer une protestation dont rien ne justifie la rigueur et que je regarde comme attentatoire à la souveraineté nationale.

« Salut et fraternité.

« A. HUARD,

« sous-lieutenant, 12<sup>e</sup> légion, 2<sup>e</sup> bataillon, 5<sup>e</sup> compagnie.

Paris, le 9 mai 1848.

Citoyen rédacteur,

J'ai entendu hier soir, dans le quartier latin, avec un sentiment pénible, une chanson dirigée contre les communistes, applaudie par des ouvriers, avec ce cri : A bas les communistes!

Certes, si les communistes étaient des hommes assez insensés pour poursuivre les armées à la main l'application de leurs théories, ce serait avec des armes et non avec des cris que je répondrais à leurs folles tentatives. Mais où trouve-t-on un tel sujet d'alarmes? Est-ce dans leurs dispositions actuelles? Ou sont leurs complots? Est-ce dans leur nombre? Mais ils sont imperceptibles et demeurent comme perdus dans la population. Non, dans les communistes il n'y a rien qui puisse jeter le trouble au sein des familles... On s'effraye d'un fantôme, on s'acharne après une chimère.

Peuple, prends garde! Tes ennemis ce sont les réactionnaires et non les communistes. Repousse des suggestions perfides destinées à mettre la discorde dans ton sein. Le triomphe de ta juste cause n'est certain qu'autant que tes enfants resteront unis.

Cherche autre part tes véritables ennemis; surveille ces nouveaux élus, ces coryphées de l'ancien régime, qu'une aveugle erreur ou une coupable pensée a envoyés à l'Assemblée nationale, ceux-là seuls sont à redouter. Puissants par leur talent ou leur fortune, ils n'ont qu'un but, c'est de te ravir la liberté, de te reprendre tes droits et d'écraser la République.

Peuple, ne t'y trompe pas : tes véritables ennemis ce sont les réactionnaires et non les communistes.

Salut fraternel.

CARRÈRE-DENIS,  
rue Saint-Jacques, 185.

Paris, 10 mai 1848.

Mon cher Sobrier,

Tu connais ma découverte de l'huile à manger (par la balzamine). Elle offre autant de qualités nutritives et savoureuses que l'huile d'olive; elle

offre aussi plus de ressources, puisque cette plante parasite pousse sur tous les terrains et sous tous les climats.

J'offre ma découverte à la Société d'agriculture de la Commune pour qu'elle soit prise en considération.

Salut fraternel.

DUBIEF aîné.

#### Revue des journaux.

Nous lisons dans le Représentant du peuple :  
« Dans ce moment le gaspillage de la fortune publique n'est pas seulement de l'indécence, c'est un crime de lèse-humanité. Quand tant de malheureux meurent de faim, comment y a-t-il tant de fonctionnaires qui reçoivent un argent qu'ils ne gagnent pas? »

« Nous offrons aujourd'hui à nos lecteurs le budget de M. Letronne, sans phrase... »

« M. LETRONNE.

« Directeur des Archives.	Fr. 12,000
« Logement (au palais).	4,000
« Directeur du collège de France.	2,000
« Professeur (sans faire de cours) au même établissement.	5,000
« Membre de l'académie des inscriptions.	1,800
« Membre de la commission des médailles à la même académie.	2,000
« Rédacteur du Journal des Savants, payé par l'Etat.	1,500
« Directeur de l'école des chartes.	2,000

« Total. Fr. 30,500 »

La bureaucratie règne toujours en France. Depuis comme avant la Révolution, c'est elle qui gouverne, hélas! Dieu sait comment. Les traditions, les préjugés, les influences du système dont nous croyions être délivrés, tout cela est debout et continue d'opposer la même résistance, la même force d'inertie aux réformes les plus utiles et les plus urgentes. Entourés comme ils sont aujourd'hui, nos gouvernants sont condamnés fatalement à la politique de leurs prédécesseurs.

Au ministère de la marine, par exemple, que voyons-nous? Les houilles anglaises toujours préférées aux charbons français, c'est-à-dire l'approvisionnement de notre flotte dans la Méditerranée mis à la merci de nos rivaux. Pourquoi cela? L'exploitation du combustible minéral, en France, offre certainement à la marine des ressources précieuses et considérables; pour quoi les négliger et sacrifier ainsi l'industrie indigène à des intérêts étrangers? Cela est peu patriotique.

D'ailleurs, en cas de guerre, il est évident que les fournisseurs anglais arrêteraient leurs livraisons. Ils l'ont déjà fait après le 24 février; ils seraient prêts à recommencer, c'est-à-dire à nous priver de leurs secours précisément quand nous en aurions le plus grand besoin. Un tel danger, ce nous semble, est bien fait pour nous émeuvoir. Malheureusement ceci n'est qu'un exemple entre mille que nous pourrions citer.

Voici l'ordre du jour par lequel le général Tampouré a annoncé aux vingt-quatre bataillons la mission dont il était chargé :

« Officiers et soldats de la garde nationale mobile,

« Appelé par la confiance du Gouvernement à l'honneur d'être votre général, j'accepte ce titre comme une récompense acquise par de longs services. Votre patriotisme rendra ma tâche facile.

« Vos jeunes bataillons ont déjà donné à la patrie les gages certains d'un dévouement sans bornes. Vous avez prouvé que vous vouliez l'ordre et la liberté : les mêmes sentiments m'animent.

« Si notre territoire menacé réclamait le secours de vos bras, votre zèle à le défendre égalerait, je n'en doute pas, votre courage. A l'intérieur comme sur la frontière, partout enfin où les intérêts de notre République naissante seront compromis, vous montrerez que vous êtes les dignes enfants de la France.

« Vive la République!

« Paris, le 5 mai 1848.

« Le général de brigade, grand-officier de la Légion d'honneur, commandant la garde nationale mobile,

« TAMPOURÉ. »

M. le général Tampouré compte de longs services militaires qui remontent à l'époque de l'empire. Officier à l'armée d'Aragon, il prit part aux dernières luttes de la guerre d'Espagne. Depuis cette époque, il fit la nouvelle campagne d'Espagne en 1823, et depuis 1830 celles de l'Algérie, où il a gagné ses derniers grades, après plusieurs expéditions et de nombreux faits d'armes. C'est le général Tampouré qui livra le combat de Melah, où fut tué Sidi-Embareck, le plus ardent des khalifas d'Abd-el-Kader. Rentré en France en 1841, après une période de six ans, il a exercé divers commandements; en dernier lieu il était commandant du département de la Vienne, lorsque le Gouvernement provisoire l'a désigné pour succéder au général Duvivier.

(Constitutionnel.)

#### Compte rendu des Clubs.

LE CLUB DES AMIS DU PEUPLE

(salle Montesquieu)

A l'Assemblée nationale.

Citoyens représentants,

Dans sa séance du 6 mai, le club des Amis du

peuple, composé d'environ 4,000 citoyens et de 500 citoyennes, a unanimement confié à son président le soin de porter à la barre de l'Assemblée nationale le résultat de deux de ses délibérations :

#### Première délibération.

Considérant :

1<sup>o</sup> Que la conquête de nos libertés sera en péril tant qu'il restera en Europe un peuple qu'on opprime;

2<sup>o</sup> Que le devoir d'un peuple libre est de voler au secours de tout peuple opprimé, vu que la loi de la fraternité n'est pas une loi nationale, mais humaine, que tous les peuples sont frères, au même titre que les citoyens entre eux, comme enfants du même Dieu sur la terre;

3<sup>o</sup> Que si tel est le devoir de la France envers les peuples opprimés, ce devoir sacré imprescriptible devient bien plus impérieux encore envers les peuples qu'on égorge;

4<sup>o</sup> Que dans un moment où notre victoire sur un gouvernement corrompu avait donné un élan de liberté à tous les peuples de l'Europe, notre politique égoïste et effrayée semble avoir prêté main-forte aux tendances liberticides des rois coalisés, et interdit tout espoir de secours aux peuples qui s'armaient de toutes parts pour reconquérir leur droit d'être libre;

5<sup>o</sup> Que les peuples n'avaient levé le saint étendard de l'insurrection qu'en marchant sur nos traces et en comptant sur notre coopération; que, vaincus, ils ont droit de nous accuser de leur défaite; que la victoire de leurs oppresseurs est une menace contre nos libertés publiques et une insulte aux principes que nous avons proclamés;

6<sup>o</sup> Que l'Italie et l'Allemagne nous appellent pour concourir au succès de leurs armes; que la Pologne, notre sœur, dont la honteuse politique de nos derniers dix-huit ans a rivé les fers, nous somme, au nom de la justice et de la reconnaissance, de lui restituer sa nationalité;

7<sup>o</sup> Qu'un plus long retard serait de notre part une félonie et une trahison, car la Pologne est notre alliée, notre compagne d'armes, notre éternelle avant-garde contre les peuples du nord;

8<sup>o</sup> Que notre jeune armée, impatiente de nobles et saintes victoires, n'attend qu'un signe de la patrie pour aller renouveler les prodiges de l'empire au profit de la liberté de tous; que le nom de la Pologne réveille ses plus ardentes sympathies; qu'elle sent bien que c'est par là qu'elle doit commencer sa tournée en Europe, parce que c'est là que l'oppression est plus lourde et que nous avons plus de torts à réparer.

Par ces motifs et dans l'intérêt de la sécurité de nos institutions républicaines, au nom de la providence des peuples et de l'honneur du pays, le club demande par acclamation à l'Assemblée nationale qu'elle décrète incontinent :

1<sup>o</sup> Que la cause de la Pologne sera confondue avec celle de la France;

2<sup>o</sup> Que la restitution de la nationalité polonaise doit être obtenue à l'amiable ou les armes à la main;

3<sup>o</sup> Qu'une division de notre vaillante armée soit tenue prête à partir immédiatement après le refus qui serait fait d'obtempérer à l'ultimatum de la France.

Et ce sera justice, et Dieu bénira le succès de nos armes.

#### Deuxième délibération.

Avec la même spontanéité et dans la même séance, le club entier a confié à son président le soin de porter à l'Assemblée nationale le résultat suivant de sa délibération :

Le club des Amis du peuple,

Après avoir pris connaissance des horribles circonstances qui ont caractérisé les massacres de Rouen; après avoir entendu dans son sein le rapport d'un proscrit échappé à cette boucherie;

Considérant :

1<sup>o</sup> Que le peuple rouennais a été victime d'un infâme guet-apens;

2<sup>o</sup> Que la réaction royaliste avait tout préparé de longue date pour assouvir ses vieilles rancunes contre un peuple républicain et le punir du noble concours qu'il était venu prêter à la victoire parisienne;

3<sup>o</sup> Que dans ce but elle avait tout fait pour que les armes ne fussent distribuées qu'à ses partisans, et nullement aux travailleurs et à la partie avancée de la population rouennaise;

4<sup>o</sup> Que cet horrible événement de Rouen coïncide avec la tentative avortée le 16 avril à Paris, ce qui dénote un complot organisé dans toute la France contre les libertés publiques;

5<sup>o</sup> Que la magistrature du régime déchu semble avoir été la cheville ouvrière de cette levée de boucliers; qu'on a vu un procureur général démissionnaire reprendre ses fonctions tout express pour poursuivre les victimes de cet attentat, que le président de la cour d'appel Frank-Carré, le séide de la royauté déchu, a osé, lui vaincu, lui objet de l'opprobre public, se constituer juge dans sa propre cause en instruisant contre un peuple écrasé par les machinations réactionnaires;

6<sup>o</sup> Que les chefs militaires ont prêté les mains à cette atroce boucherie en induisant en erreur leurs trop crédules soldats; qu'en mitraillant des hommes désarmés, ils ont déshonoré leur épée et forcé à leur devoir.

Par ces motifs, le club des Amis du peuple, arrête :

Qu'une pétition sera portée par son président à l'Assemblée nationale, à l'effet d'obtenir :

1<sup>o</sup> Que les prisonniers incarcérés à la suite de ces journées de lugubre mémoire soient mis en liberté;

2<sup>o</sup> Qu'une instruction soit commencée à Paris



contre les auteurs et les instigateurs de ces massacres ;

3° Que les chefs militaires qui en ont été complices soient incontinent destitués et leur conduite déferée à un conseil de guerre ;

4° Que la magistrature entière de Rouen soit destituée et remplacée par des magistrats républicains ;

5° Que le sieur Frank-Carré soit mis en état d'arrestation, comme prévenu d'avoir organisé ce complot libératoire ;

6° Que le procureur général soit appréhendé au corps, comme prévenu du même crime, et de plus comme coupable d'usurpation de fonctions publiques et d'abus d'autorité ;

7° Que les troupes soient retirées de Rouen ;

8° Que la ville de Rouen soit condamnée à une indemnité en faveur des victimes et des parents des victimes de cet attentat libératoire ;

Et ce sera justice, et la leçon profitera à qui-conque aurait envie de recommencer désormais.

En foi de quoi nous avons signé.

Le président du club des Amis du peuple,  
F.-V. Raspail.  
Kersausie ; Veyne ; B. Raspail fils, Gouffès,  
secrétaires ; Dupas, ouvrier horloger délégué  
au Luxembourg ; C. Raspail fils.

#### CLUB DE L'UNITÉ DÉMOCRATIQUE.

(Présidence du citoyen d'Alton-Shée.)

Dans sa séance du 6 mars, le club de l'Unité démocratique a décidé qu'il serait adressé une pétition à l'Assemblée nationale, pour lui demander de prendre les mesures nécessaires pour que le citoyen Frank-Carré, ancien procureur général près l'ex-cour de Paris, ne reste pas plus longtemps premier président de la cour d'appel de Rouen ; enfin pour que l'on prit une mesure immédiate pour empêcher le citoyen Frank-Carré de participer en quoi que ce soit dans l'instruction faite au sujet des événements affreux de Rouen.

Le club a décidé de plus que l'on demanderait que les mêmes mesures de sévérité qu'il réclame pour le citoyen Frank-Carré fussent appliquées aux soi-disants magistrats qui se sont faits les instruments de la vile politique de l'ex-roi.

Dans sa séance du 8 mai, le club a décidé qu'une manifestation énergique, propre à semer la terreur dans l'âme des tyrans, était urgente pour la Pologne. Les bases de cette manifestation ne sont pas encore arrêtées. Afin de la rendre plus puissante, le club invite tous les autres clubs à envoyer des délégués dans son sein aujourd'hui jeudi, 11 mai. La séance commencera à huit heures du soir ; elle sera consacrée à s'entendre avec les délégués des clubs sur cette manifestation. (Salle des séances, 12 bis, rue Blanche, Gymnase militaire.)

#### CLUB DÉMOCRATIQUE CENTRAL DE LA GARDE NATIONALE.

(Rue de la Chaussée-d'Antin, 49 bis.)

Aux citoyens représentants.

Citoyens,

La République a proclamé le principe absolu de l'élection.

Aucun élément de notre société démocratique ne réclame plus impérieusement que la garde nationale, l'application complète et sans restriction de ce principe fondamental.

Tous les officiers de la garde nationale sont issus de l'élection : le commandant supérieur et son état-major peuvent-ils donc tenir leur mandat d'une autorité différente ?

La raison, l'expérience du passé, la nécessité d'une confiance réciproque entre la garde nationale et ses chefs dans lesquels doit se résumer son unité vis-à-vis du pouvoir exécutif, tout enfin appelle votre sollicitude sur cette étrange anomalie.

A vous, citoyens représentants, le droit de réparer cet oubli, à vous le devoir de ramener ces nominations à la loi souveraine et inviolable de l'élection.

En conséquence, nous demandons à l'Assemblée nationale de vouloir bien décider que le commandant supérieur de la garde nationale et tous les officiers d'état-major seront, comme tous les autres officiers, élus par la garde nationale elle-même.

Salut et fraternité.

(Extrait du procès-verbal de la séance du 1<sup>er</sup> mai 1848.) Le club décide que la pétition ci-dessus sera adressée à l'Assemblée nationale. Cette pétition sera communiquée à toutes les compagnies de la garde nationale de Paris et de la banlieue, qui seront invitées à prêter au club le concours de leur signature.

La séance du club aura lieu ce soir mercredi à 10 heures.

#### AVIS.

Les détenus politiques sont invités à se réunir vendredi 12 mai, à 11 heures, dans la cour du Louvre, pour aller sur la tombe des victimes des 12 et 13 mai.

— Les articles qu'on nous envoie, les notes qu'on nous communique doivent être jetés dans la boîte du journal. Le comité de réaction les juge et les insère s'ils lui paraissent convenables et conformes à l'esprit du journal. Ceux qui ne sont pas insérés ne sauraient être rendus à leurs auteurs.

— Le banquet fraternel de la 4<sup>e</sup> compagnie, 4<sup>e</sup> bataillon, 3<sup>e</sup> légion, capitaine Jouanne, aura

lieu le lundi 13 courant.

On se réunira à cinq heures précises, rue Tiquetonne, 14, pour de là se rendre au lieu du banquet.

La souscription est ouverte, pour tous les citoyens qui désireraient faire partie du banquet, chez le capitaine Jouanne, rue Montorgueil, 37. Le prix de la souscription est de 5 fr.

— Les citoyens délégués des clubs composant la commission qui s'est réunie rue du Harlay-du-Palais sont invités à une seconde réunion qui aura lieu jeudi 11 mai, à quatre heures, au secrétariat du club de la Révolution, boulevard Bonne-Nouvelle, impasse des Filles-Dieu.

#### Départements.

On disait, le lendemain du 24 février, que pour faire une bonne République il fallait de bons républicains. Les coalisés n'ont pas compris ainsi le précepte ; ceux qu'ils répudient sont des républicains, et c'est justement parce qu'ils portent au front le drapeau de la République que les réactionnaires les réprouvent.

Il y a dans cette conduite un danger dont les orléanistes et les rétrogrades de toutes sortes devraient tenir compte. Nous l'avons dit, nous le répétons et nous le répéterons jusqu'à la consolidation certaine de la République, travailler à désunir les citoyens, c'est jeter le trouble dans le pays, c'est ruiner la prospérité publique, anéantir le commerce et préparer à la France une guerre civile inévitable.

Nous faisons des vœux pour que les obscurs complots de ces pygmées politiques soient enfin déjoués, et que sous l'empire du principe de fraternité qui fait la base de notre sainte devise républicaine, la chambre rejette les prétentions exclusives de certaines coteries et porte définitivement au pouvoir les hommes du Gouvernement provisoire qui ont tout fait pour sauver la France d'une nouvelle restauration.

(Impartial du Nord.)

— Dordogne. — On écrit de Périgueux, 5 mai :

« Hier matin, à sept heures, le général commandant la subdivision de la Dordogne, a reçu l'ordre, par dépêche extraordinaire, de diriger sur Limoges cinq compagnies du 53<sup>e</sup> de ligne en garnison à Périgueux. Ces compagnies se mirent en route à dix heures. Elles vont camper à Chalus, où bientôt deux bataillons venant de Brive et de Tulle iront camper avec elles. Sept autres bataillons fournis par diverses divisions territoriales ont également reçu l'ordre de se diriger sur Limoges.

« Nous n'avons rien appris de nouveau sur les événements de cette ville.

Seulement, s'il fallait en croire un émigré arrivé aujourd'hui dans notre ville, le régiment de chasseurs aurait déposé les armes, et les environs de Limoges seraient gardés par les paysans faisant cause commune avec les ouvriers. La population ouvrière est, toujours d'après le même émigré, dans la ferme résolution de ne pas se rebeller contre les ordres du Gouvernement provisoire ; cependant elle est bien décidée à faire recommencer les opérations électorales.

(Indépendant de Toulouse.)

— Certains faits qui se passent en Algérie prouvent combien il serait urgent d'opérer des changements à la tête de certains corps de l'armée. En temps de guerre et en présence de l'ennemi, les soldats doivent avoir une confiance illimitée dans leurs chefs ; c'est pourquoi quand ces chefs ont perdu cette confiance, il faut les changer.

A la tête d'un régiment de chasseurs à cheval d'Afrique se trouve un *ex-comte*, qui, à la première nouvelle de la révolution de février, mettait sa personne et son régiment à la disposition du duc d'Aumale pour combattre les institutions républicaines ; qui, le jour où la République fut proclamée à Constantine, punissait de quinze jours de prison un sous-officier qui avait crié sous les armes *Vive la République* !

Ces faits sont notoires ; la punition du sous-officier, la lettre au duc d'Aumale, sont connus de tout le régiment et de la ville entière.

Il en fallait moins pour rendre ce colonel suspect à son régiment ; aussi les sous-officiers du corps viennent-ils de faire une démarche ayant pour but d'enlever à leur chef le drapeau du corps, signe du commandement. Heureusement cette démarche, si contraire à la discipline et qui eût été si funeste en présence de l'ennemi, a échoué devant les observations de quelques hommes sages.

A la tête d'un bataillon de tirailleurs indigènes de Constantine se trouve également un officier de cour, *ex-officier* d'ordonnance du roi, pupile d'un *ex-aide* de camp du roi, qui professe hautement, ouvertement les sentiments les plus hostiles à la République. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est que cet officier tient dans sa main 1,800 indigènes armés, qui, comme lui, mais non pour le même motif, changeraient de bannière à la première occasion.

La présence de ces deux officiers à Constantine est un véritable danger pour l'Algérie, car l'exemple de dissension entre les Français provoquerait immédiatement la révolte au milieu des indigènes, qui, on le sait, sont en grande majorité.

(Sentinelle de la marine et de l'Algérie.)

— Les officiers, sous-officiers et soldats du 13<sup>e</sup> léger viennent d'envoyer à M. le maire de Saint-Étienne, comme offrande à la patrie, la somme de 870 fr. 85 c., plus une médaille en or à l'effigie de Charles X, du poids de soixante-dix-sept grammes et demi, qui avait été décernée

par la commune de La Villette à la musique de ce régiment.

(La Presse roannaise.)

#### Étranger.

##### ITALIE.

(Bulletin extraordinaire, 2 mai.)

Après la bataille de Pastrengo, le quartier général de l'armée italienne s'est transporté à San-Guistina. Le roi avait décidé que l'on attaquerait hier matin Busserlengo, qui domine l'Adige. Dans la nuit, les troupes, animées par la dernière victoire et par l'exemple du roi, se sont ruées sur ce village, qu'elles ont enlevé à la baïonnette, chassant l'ennemi au delà de l'Adige. Le quartier général du roi était hier à Busserlengo. Tout porte à croire qu'aujourd'hui les troupes piémontaises passeront l'Adige. Le roi Charles-Albert a été dans la nécessité de mettre l'épée à la main pour se défendre personnellement ; quelques ennemis s'étaient avancés à trois cents pas du quartier général. Les Autrichiens étaient sous les ordres de l'archiduc Sigismond, fils de l'ex-vice-roi. Parmi les morts nombreux, les Autrichiens comptent les majors Festetin et Mauler, ainsi qu'un général tué sur l'autre rive de l'Adige par un Piémontais et dont le nom est inconnu. On dit que 1,700 hommes d'infanterie et 40 cavaliers ont été séparés du gros de l'armée et faits prisonniers par les Piémontais entre Peschiera et Lazive. Cette victoire coupe à l'ennemi la retraite du Tyrol et lui enlève l'espoir de recevoir des renforts de ce côté.

Le *Riforgimento* dit que le général autrichien tue à Busserlengo est le général Testilich.

##### POLOGNE.

Voici le *post-scriptum* d'une lettre de M. Urquhart sur la Pologne :

« Si vous ne brisez la Russie par la Pologne, la Russie par la Pologne vous brisera. Si la Pologne n'est un bouclier à votre bras, elle est une épée dans sa main. D'où partait et contre qui était dirigée la rumeur récente d'une Pologne restaurée et unie ? Qui devait en être le chef ? — Le descendant des Jagellons ? Non, — un allié de la maison de Romanoff. Quel effet produisez-vous sur la race polonaise en retenant son pays au moment de l'allégresse que vous cause votre propre liberté ? Ne sera-ce point l'horreur de votre race et de vos doctrines ? Tandis que je dictais ces lignes, j'ai pris le *Times* d'aujourd'hui ; le mot *Prusse* a attiré mes regards, et j'ai lu : « Le général Colom pense que ces attentats ont annulé la promesse qu'il avait faite d'une amnistie, et que la pointe de l'épée doit seule décider entre lui et les patriotes polonais. »

« Hélas ! hélas ! la race allemande doit accomplir ce que Frédéric et Kaunitz avaient commencé. — L'Allemagne libre doit compléter si tôt la confiscation de Cracovie ! et c'est la démocratie de la Prusse éclairée, c'est la liberté de l'Autriche émancipée qui, pour me servir des expressions de Montalembert, doit « souder la Pologne au système russe, et réunir la race slave dans une vengeance commune contre les Schwabs du Sud et de l'Ouest. » Arrêtez-vous pendant qu'il en est temps encore, — réfléchissez avant qu'il soit trop tard. — Un moment d'effort, et l'illusion peut s'évanouir, et à une époque de changement comme celle-ci, qui peut prévoir l'effet qu'auraient des paroles de vérité, quoiqu'un seul homme les prononce ? »

#### Faits divers.

Les pompiers de Paris ont renvoyé quelques-uns de leurs officiers et ont procédé entre eux à de nouvelles élections.

— Les ouvriers de Charonne, au nombre de cinq cents, se sont présentés à l'hôtel de ville pour se plaindre de la médiocrité de leurs salaires, ne recevant que six francs pour le travail de la semaine.

— L'état-major de la place et la Banque de France sont actuellement gardés par de la troupe de ligne.

— On achève de restaurer les casernes et tous les postes qu'occupait la garde municipale et qui furent démolis dans la nuit et le jour du 24 février.

Dans quelques jours, S. M. Louis-Philippe pourrait rentrer aux Tuileries sans trop voir les traces de la Révolution qui l'a chassé.

— Tout Paris, tous les hommes à quelque opinion qu'ils appartiennent sont unanimes pour que la France vienne immédiatement au secours de l'infortunée Pologne, où le sang coule à torrents tous les jours.

Hier au soir un délégué de Posen visitait tous les clubs démocratiques.

Les Polonais ne demandent que des armes : leur en refuserons-nous !

— Grâce à la bonne foi des journaux allemands et italiens, et de leurs honorables traducteurs en permanence à Paris, il paraît que tout ce qu'on a dit, tout ce que l'on dit tous les jours et tout ce que nous lisons sur les affaires d'Allemagne, d'Autriche et d'Italie est un tissu de mensonges.

L'Autriche n'est point dans la situation alarmante qu'on lui fait.

Le roi de Prusse gagne du terrain tous les jours, et d'ici peu il sera en état de menacer la France.

Enfin Charles-Albert n'a pas encore eu une seule affaire sérieuse avec les Autrichiens.

L'Angleterre, assure-t-on, a couvert d'émiss-

saire et d'agents l'Allemagne et l'Italie.

— Le citoyen général Courtais, dans une réunion d'amis, s'est exprimé en faveur de la démocratie en des termes qui font honneur au général élu par la Révolution de février. Il a dit franchement « qu'il ne tirerait pas l'épée contre le peuple s'il descendait encore dans la rue pour combattre les réactionnaires. »

— Une agression odieuse envers un étranger avait lieu lundi soir rue de Rivoli. — C'est à se demander si nous ne vivons pas en pleine barbarie. — Un individu se détachant d'un groupe de quelques hommes s'est précipité sur un vieillard inoffensif et l'a brutalement frappé sous le prétexte que « c'était un Anglais. » — Un citoyen courageux, le sieur C., révolté de cette indigne violence, est intervenu : après avoir retiré le vieillard des mains de ce forcené, il l'a conduit au poste. — Amené chez le commissaire de police de la rue du Doyenné, croira-t-on que ce magistrat trouve que le fait ne présente pas assez de gravité et qu'il a fait mettre en liberté ce misérable ?

— Voici un fait qui n'est pas sans signification au moment où certains bourgeois croient prouver leur amour pour la République en chargeant à la moindre alerte les armes qu'ils ont reçues comme un élément d'ordre. Ce n'est pas, du reste, le seul accident malheureux qu'ait causé cette belliqueuse manie.

Le fils du concierge de la Bibliothèque nationale a blessé très-grièvement une femme, qu'on dit être sa tante, en jouant avec un fusil qu'un garde national trop zélé avait déposé la veille dans la loge.

— Un déplorable accident a eu lieu ce matin, entre dix et onze heures, dans l'atelier national de femmes établi dans la rue Parmentier, en face l'abattoir Popincourt.

Un incendie avait eu lieu, pendant la nuit du 4 au 5, dans un atelier voisin, appartenant à celui des femmes ; et en démolissant le bâtiment incendié, on avait laissé subsister quelques-unes des principales charpentes. Ce matin, à dix heures et demie, une des poutres de la maison incendiée s'est écroulée.

Effrayées par le bruit, par la secousse que produisait la chute de cette poutre, et par la poussière qu'elle a soulevée, les 2,400 femmes de l'atelier national se sont précipitées vers les issues des différents étages qu'elles occupent, afin de se sauver dans la rue. Se pressant les unes sur les autres au milieu de la panique qui les emportait, elles ont encombrent les escaliers, où plusieurs d'entre elles ont été foulées sous les pieds de leurs compagnes ; quelques-unes même se sont jetées par les fenêtres du premier étage. Dans ce désordre, un grand nombre d'entre elles ont été plus ou moins grièvement blessées. On a malheureusement à déplorer la perte de deux personnes, un enfant et une femme.

Le nombre des blessés n'est pas moindre de cinquante ; mais les blessures donnent peu d'inquiétude et laissent espérer un prompt rétablissement.

Les blessées ont été transportées, en partie, à l'hospice du Bon-Secours, rue de Charonne, et à l'hospice Saint-Antoine. Beaucoup d'entre elles se sont fait reconduire à leurs demeures. Les secours les plus pressés leur ont été prodigués dans l'abattoir et par les habitants du voisinage.

Les chefs de l'établissement ont déclaré qu'ils ne feraient recommencer les travaux des femmes que lorsque les poutres encore pendantes du bâtiment incendié auront été enlevées et que tout danger aura disparu. Nous ne doutons pas que l'autorité ne se hâte de prendre les mesures nécessaires à ce sujet.

Le maire et les adjoints se trouvaient sur les lieux, ainsi que M. Montarol, commandant du 15<sup>e</sup> bataillon de la garde mobile ; M. Hémont, capitaine de la 8<sup>e</sup> compagnie du 3<sup>e</sup> bataillon de la 8<sup>e</sup> légion. Ils ont veillé à ce que le plus grand ordre fut observé dans le transport des blessées et dans les secours qui leur ont été portés. Les soins ont été donnés aux blessées par M. le docteur Brossard et par quelques autres médecins dont nous ignorons les noms.

— Le citoyen Nicolas Lescuyer, cultivateur, ex-lieutenant de la 1<sup>re</sup> compagnie de la butte Montmartre, montait sa garde le dimanche 7 mai à la mairie. Se trouvant le soir chez le citoyen Fournier, marchand de vin, après avoir maugréé contre la République et l'injustice de ses concitoyens qui lui avaient ravi les honneurs de l'épaulette argent, il proposa de vendre son uniforme de garde national ; le prix fut débattu entre deux boutelliers et l'uniforme livré séance tenante au prix de 35 francs. On ne dit pas comment le citoyen Lescuyer, *vêtu seulement* de son schako, regagna son logis ; mais la morale publique aurait bien pu s'effaroucher en rencontrant dans le simple appareil ce mauvais citoyen.

Ce fait nous est attesté par les citoyens Roche, sergent du poste ; Gatau, Lévêque-Constant, Violon-Boullet, Jacques, Fournier, tous domiciliés à Montmartre.

— Le citoyen Cretolle-Pargny, poëlier-fumiste à Montmartre, nous communique cette note :

« Le sieur C., boulanger à Montmartre, ne veut toujours pas faire de pain de seconde qualité ni rendre le centime revenant d'après la taxe. « La République, dit-il, ne le forcera pas. » Le sieur C. ne se contente pas d'être boulanger, il est aussi escompteur, et il met dans les conditions d'affaires que, à part l'escompte, il faudra prendre pour une certaine somme de pain. »

Le directeur gérant : SOBRIER.

Imprimerie Lacrampe et Fortaux, rue Damiens, 2.